

ambivalence persistante et apparemment paradoxale sur les questions de «paix», comme les résultats du tout dernier sondage annuel d'opinion mené par l'ICPSI le montrent si bien. D'une part, de nombreux Canadiens et Canadiennes sont tout disposés à appuyer les efforts de «paix». Ils expriment consciencieusement leur aversion pour les armes nucléaires, pendant les sondages; ils répugnent à dépenser trop au chapitre de la défense en temps de paix; ils soutiennent le gouvernement quand il décide de participer aux opérations de maintien de la paix ou d'oeuvrer autrement sur la scène internationale; ils acceptent même que l'État attribue des fonds publics à des groupes qui se sont donnés pour mission de modifier sa politique actuelle de défense.

D'autre part, un nombre tout aussi grand de Canadiens et de Canadiennes accordent leur faveur à tout ce qui est bête noire pour le mouvement pacifiste : les armes nucléaires (à condition qu'elles ne soient pas canadiennes) et la dissuasion nucléaire; l'alignement sur l'Occident en matière de politique internationale; l'adhésion à une alliance militaire; la coopération avec les États-Unis au chapitre de la défense aérienne, et les budgets militaires. En d'autres termes, leur définition de la «paix» n'exclut pas les outils de guerre.

Fait plus important encore, la population canadienne montre une cohésion constante à ces égards, ce qui chagrine sans doute beaucoup le mouvement pacifiste. Citons une des preuves les plus flagrantes de ce consensus : les enquêteurs qui sondent l'opinion canadienne découvrent toujours au sein même de leurs échantillons représentatifs des attitudes très favorables à l'Alliance atlantique et à l'accord canado-américain de défense aérospatiale. Que le sondage soit réalisé par la *United States Information Agency (USIA)*, Gallup, Goldfarb ou l'ICPSI, le résultat est invariablement le même : en fait, le sondage de l'*USIA* a révélé en 1984 qu'une proportion quasi incroyable de la population canadienne (89 p. 100) favorisait l'adhésion à l'OTAN. Voilà qui confine à l'unanimité politique ! Et les sondages de l'ICPSI exécutés en 1987 et 1988 confirment tous les deux ce solide consensus.

Les habitudes des électeurs canadiens aux urnes au cours des trois dernières décennies en disent long elles aussi sur ce consensus. Il

existe, certes, très peu d'arguments directs permettant de soutenir que la plupart des Canadiens et Canadiennes relèguent toujours le NPD à la périphérie de la scène politique *parce qu'il préconise l'abandon d'une politique d'alignement en matière de défense*. D'un autre côté, il n'y a pas à douter que si l'électorat canadien avait suffisamment voulu une politique de défense différente, il n'aurait pas permis que le NPD, seul parti offrant une telle option, languisse si longtemps dans les coulisses de la scène politique nationale. De même, si les attitudes de la population au sujet de la défense avaient varié sensiblement, il est probable qu'un tel changement aurait disparu dans le programme politique d'un des deux «principaux» partis, sinon des deux.

MAIS CE N'EST PAS SEULEMENT L'ABSENCE de divergences d'opinions qui décourage les débats sur la défense. C'est aussi le fait qu'aucun intérêt réel n'est menacé. Il importe de reconnaître que l'opposition à la politique actuelle du Canada en matière de sécurité découle d'intérêts symboliques, plutôt que concrets. La différence est importante, on peut le laisser entendre, pour quiconque cherche à comprendre pourquoi il y a si peu d'antagonisme au Canada au sujet des questions de défense, car il y a très peu de Canadiens et de Canadiennes dont les intérêts réels soient directement et négativement touchés par les politiques de défense que le gouvernement fédéral poursuit. Ainsi, les intérêts d'un membre d'un groupe pacifiste prônant le non-alignement ne seront pas directement ni concrètement compromis si le gouvernement canadien maintient ses liens avec l'Alliance de l'Atlantique Nord, nonobstant les protestations à l'effet contraire. Cela ne veut pas dire que les militants

pacifistes n'aient pas un intérêt symbolique profond à voir leur pays se séparer des alliances militaires; mais s'ils ne réussissent pas à atteindre cet objectif, leurs intérêts concrets n'en souffriront pas. C'est ce raisonnement qui fonde, par exemple, la décision que la Cour suprême a prise de rejeter en 1984 l'action d'*Operation Dismantle*, selon qui les essais de missiles de croisière violaient le droit des Canadiens et des Canadiennes à la vie, tel qu'il est garanti par la Charte des droits et libertés. Or, la Cour suprême a fait valoir que les essais ne présentaient aucune menace imminente pour les intérêts concrets de la population nationale.

En ce qui concerne la nature symbolique des intérêts des opposants à la «posture» de défense actuelle du Canada, il serait utile de comparer ces derniers aux personnes dont les intérêts concrets seraient touchés par un changement d'alignement. Et il n'y a pas à douter que si notre pays quittait l'OTAN ou renégociait l'accord du NORAD, il subirait des coûts réels énormes, surtout sur le plan économique. Par exemple, un gouvernement qui mettrait en oeuvre une politique semblable à celle du NPD (assumer tous les rôles d'interception et de surveillance aérienne au-dessus des approches nord-américaines de l'Arctique) devrait acheter toutes les installations du Système d'alerte du Nord; or, les États-Unis ont assumé environ 90 p. 100 des frais de capital et il est improbable qu'ils en feraient tout simplement don au Canada. Ottawa devrait aussi assumer tous les frais se rapportant au matériel militaire, à l'infrastructure et à l'entretien. Le NPD a soutenu que les fonds actuellement consacrés au maintien de nos troupes en Europe seraient réaffectés afin de payer un système canadien de défense

aérienne, mais ses calculs ne riment carrément à rien : non seulement les ressources ainsi récupérées ne suffiraient pas à payer le système, mais encore il serait impossible, en tout premier lieu, de réaffecter les ressources de façon aussi simpliste. (Il serait ironique, en effet, que le NPD, dont l'opposition à l'OTAN et au NORAD est en grande partie inspirée par une répugnance pour les dépenses militaires, finisse par adopter le budget de défense le plus militariste que le pays aurait jamais connu en temps de paix.) Il faut bien sûr ajouter à ce fardeau les coûts, économiques et autres, que les alliés actuels du Canada lui imposeraient certainement, car, tout à fait naturellement, ils n'apprécieraient pas beaucoup qu'il se retirât du système de défense occidental. Bref, un changement dans la posture de défense minerait les intérêts concrets d'une grande majorité de Canadiens et de Canadiennes.

CERTAINS MILIEUX VOIENT CHEZ LE Canadien moyen un être qu'un système agissant consciencieusement comme l'instrument d'une classe capitaliste continentale a persuadé d'appuyer une politique d'alignement; malgré cela, la plupart des Canadiens et Canadiennes ont en fait mesuré avec soin les conséquences qu'aurait une politique de défense de rechange. Ils se sont toujours conduits comme si l'adoption d'une telle politique risquait de nuire à leurs intérêts réels. En outre, ils ont montré dans leur comportement politique (c'est-à-dire la manière dont ils ont voté aux diverses élections) une volonté de défendre plus activement leurs intérêts concrets que ceux dont les intérêts pour une politique de défense de rechange sont uniquement symboliques.

Dans cette perspective, il n'est pas étonnant qu'il n'y ait chez nous aucun débat véritable sur les questions de sécurité. On s'entend trop sur les aspects essentiels, et il y a trop peu d'intérêts divergents pour faire une différence là où, dans les sociétés démocratiques, ils ont la plus grande incidence : la scène électorale. Dans le même ordre d'idées, il n'est pas certain que l'on doive s'inquiéter des conséquences de tout cela pour le dynamisme de la vie politique chez nous; les Canadiens et Canadiennes sont beaucoup trop disposés à débattre vigoureusement les questions d'importance qui les divisent vraiment pour qu'il y ait lieu de s'inquiéter de la santé de la démocratie. □



Bob Fother